



**CHECK AGAINST DELIVERY
VÉRIFIER AU PRONONCÉ**

**STATEMENT BY
GILLIAN FROST
REPRESENTATIVE OF CANADA**

**TO THE FIRST COMMITTEE OF THE 63RD SESSION OF THE
UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY**

NEW YORK, 20 OCTOBER 2008



**DÉCLARATION DE
GILLIAN FROST
REPRÉSENTANT DU CANADA**

**À LA PREMIÈRE COMMISSION DE LA 63^E SESSION
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

NEW YORK, LE 20 OCTOBRE 2008

Mr. Chair:

Canada believes strongly that continued access to and use of outer space by the global community in the future must not be jeopardised by human actions today. All states must accept this as a common goal in the interests of future generations.

Canada commends this year's Presidents of the Conference on Disarmament and other CD members for their efforts in working toward agreement on a program of work. We are disappointed that these efforts did not ultimately bear fruit. Canada continues to believe that the CD is the most appropriate forum for negotiating a legally-binding treaty on the prevention of an arms race in outer space (PAROS). We welcome the informal discussions this year on PAROS in the CD, which reaffirmed the need to address the deficiencies in the existing outer space architecture. In particular, continued collaboration between the CD and the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space (COPUOS) is needed to ensure complementarity and not duplication between the work of the two organizations.

Canada welcomes the contributions that many delegations have made in the discussions to date on what a negotiated treaty could look like, including the Russian – Chinese draft treaty on the Prevention of the Placement of Weapons in Outer Space, the Threat or Use of Force Against Outer Space Objects (PPWT) tabled in the CD. Discussions will continue to be useful in helping clarify some of the legal and technical issues. While much more work needs to be done, progress within the CD on PAROS will be dependent on reaching agreement on a program of work.

In addition to the CD, Canada welcomes practical initiatives being pursued on a range of space issues in various fora to increase transparency, contribute to confidence building efforts and maintain sustainable use of the outer space environment. In this respect, for example, codes of conduct can serve as practical mechanisms to help define best practices and basic "rules of the road" for outer space. Canada also encourages all States to adopt and respect the COPUOS debris mitigation guidelines, a very meaningful step to help ensure the sustainable use of space for all.

Overall we remain convinced of the need to develop an increasingly broad and encompassing approach to space security that includes not only addressing the weaponization of outer space, but also the broader military, environmental, commercial and civil dimensions. Practical steps towards achieving a common understanding of space security can serve to set in place a foundation for a more comprehensive regime which may be built in the coming years.

Mr. Chair:

The international community cannot allow divergences among our national security interests blind us to our shared collective interest in preserving the secure and sustainable use of outer space for peaceful purposes. While progress towards a treaty may be slow, there is much that we can all do today to build mutual confidence and prevent harmful incidents. Our discussions here in the First Committee and in other fora, including the Conference on Disarmament and COPUOS, require continued patience, but Canada holds out hope that they are moving us closer to meeting our collective challenges relating to space.

Thank you.

Monsieur le Président,

Le Canada est fermement convaincu que l'activité humaine d'aujourd'hui ne doit pas compromettre la capacité de la communauté internationale dans l'avenir de continuer à accéder à l'espace extra-atmosphérique ni de l'utiliser. Tous les pays doivent adhérer à cet objectif commun dans l'intérêt des générations futures.

Le Canada salue les efforts déployés cette année par les présidents et les autres membres de la Conférence du désarmement en vue de s'entendre sur un programme de travail. Toutefois, nous sommes déçus que ces efforts n'aient pas été concluants. Notre pays reste convaincu que la Conférence du désarmement est l'enceinte toute désignée pour négocier un traité juridiquement contraignant en vue de prévenir une course aux armements dans l'espace. Nous nous réjouissons en outre des discussions informelles tenues cette année sur cette question à la Conférence, qui ont fait ressortir, à nouveau, la nécessité de remédier aux lacunes des mécanismes existants en ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique. Tout particulièrement, il faut que la Conférence et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS) continuent à collaborer afin d'assurer la complémentarité de leurs efforts et d'éviter ainsi les chevauchements.

Le Canada salue la contribution de nombreuses délégations aux discussions tenues à ce jour sur les modalités éventuelles d'un traité négocié. Cette contribution comprend le projet de traité d'interdiction du déploiement d'armes dans l'espace extra-atmosphérique et sur la prévention de la menace ou l'utilisation de la force contre des objets extra-atmosphériques, déposé par la Russie et la Chine à la Conférence du désarmement. La poursuite de ces discussions s'avérera utile à la clarification de certains enjeux juridiques et techniques. Certes, il reste encore beaucoup à faire. Cependant, le progrès des discussions sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace à la Conférence dépendra de la capacité à s'entendre sur un programme de travail.

Outre les efforts déployés à la Conférence du désarmement, le Canada se félicite des initiatives concrètes face à un large éventail d'enjeux liés à l'espace dans différentes enceintes, et cela, afin d'accroître la transparence, de renforcer la confiance et de garantir l'utilisation durable de l'espace extra-atmosphérique. Sur ce point, à titre d'exemple, des codes de conduite pourraient s'avérer utiles pour mieux définir nos pratiques et « règles de base » pour l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Le Canada invite également tous les pays à adopter et à respecter les directives du COPUOS visant à réduire les débris spatiaux, étant entendu que c'est là un moyen significatif de garantir une utilisation durable de l'espace au bénéfice de tous.

D'une manière générale, nous demeurons convaincus de la nécessité d'élaborer une stratégie de plus en plus élargie et englobante au regard de la sécurité spatiale. Il s'agit en effet non seulement de s'attaquer à l'arsenalisation de

l'espace, mais aussi de se pencher sur des aspects plus généraux, d'ordre militaire, environnemental, commercial et civil. Des mesures concrètes visant à dégager une conception commune de la sécurité orbitale pourraient aider à jeter les bases d'un régime plus complet au cours des prochaines années.

Monsieur le Président,

Face à des divergences entre les intérêts de sécurité nationaux, la communauté internationale ne doit pas oublier que l'utilisation sûre et durable de l'espace extra-atmosphérique, à des fins pacifiques, répond à l'intérêt collectif de tous. Bien qu'il faille parfois beaucoup de temps pour conclure un traité, nous pouvons faire beaucoup, dès aujourd'hui, pour renforcer la confiance mutuelle et prévenir des incidents préjudiciables. Les discussions engagées ici à la Première Commission et dans d'autres instances, y compris la Conférence du désarmement et le COPUOS, nécessitent une patience de tous les instants. Toutefois, le Canada a bon espoir que nous progresserons face aux enjeux collectifs liés à l'espace.

Merci.